



**Acquisition de groupes motopompe (GMP) service aviation et
d'éléments de soutien au profit du Service de l'énergie
opérationnelle (SEO) et de ses clients.**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
Phase Candidature**

Numéro de consultation : DAF_2025_001235

Procédure de passation : appel d'offres restreint selon les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité, conformément aux dispositions des articles L. 2324-2, R. 2324-2 et R. 2361-2 à R. 2361-7 du Code de la Commande Publique (CCP).

Délai de réception des candidatures :

Date et heures limites de réception : 17 février 2026 à 16h00

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉAMBULE	4
2.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
3.	OBJET DE LA CONSULTATION - CONTEXTE	4
4.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
4.1.	Procédure de passation.....	4
4.2.	Déclaration sans suite	5
4.3.	Mise en concurrence infructueuse	5
4.4.	Allotissement	5
4.5.	Forme et étendue du marché	5
4.6.	Variantes	6
4.7.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
4.8.	Durée du marché	6
4.9.	Délais d'exécution	6
4.10.	Montant de l'accord-cadre.....	6
4.11.	Lieu de livraison	6
4.12.	Clause d'insertion sociale	6
4.13.	Considérations environnementales	7
4.14.	Traitement de données à caractère personnel	7
5.	INFORMATION DES CANDIDATS	7
5.1.	Contenu des documents de la présente consultation en phase candidature.....	7
5.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents	7
5.3.	Délai de réception des candidatures.....	8
5.4.	Demandes de renseignements complémentaires et questions	8
5.5.	Modification des documents de la consultation.....	8
6.	CANDIDATURE	8
6.1.	Présentation de la candidature	8
6.1.1.	Conditions de participation	8
6.1.2.	Forme de la candidature.....	9
6.2.	Examen des candidatures	10
6.2.1.	Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières	10
6.2.2.	Vérification des motifs d'exclusion	11
7.	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	12
7.1.	Date et heure de réception des candidatures	12
7.2.	Conditions de transmission des lettres	12
7.2.1.	Dépôt électronique	12
7.2.2.	Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE	13

7.3.	Mode secours de transmission des plis	14
8.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	15
8.1.	Exclusion de la procédure	15
8.2.	Dispositif e-attestations	15
8.3.	Éléments additionnels, de contexte, relevant de la phase de remise des offres.....	15
8.3.1.	Condition de prix et TVA.....	15
8.3.2.	Avance	16
8.3.3.	Critère d’attribution des offres.....	17
9.	LANGUE	17
10.	CONTENTIEUX	17
10.1.	Voies et délais de recours :.....	17
10.2.	Tribunal administratif compétent	18
10.3.	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	18
11.	ANNEXES.....	18

1. PRÉAMBULE

Le présent document constitue un complément à l'Avis d'appel public à la concurrence (AAPC) et doit être lu en corrélation avec celui-ci.

2. POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère des Armées - Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03.83.19.35.61

Adresse INTERNET (site PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

3. OBJET DE LA CONSULTATION - CONTEXTE

La présente consultation a pour objet l'acquisition de GMP service aviation et d'éléments de soutien au profit du SEO et de ses clients.

Le marché est un marché de fourniture.

Code CPV de la consultation : 42122120-7 – dispositifs de ravitaillement d'hélicoptères.

Code GM de la consultation : 36.05.06 – matériel et petit matériel électrique.

Les groupes motopompe service aviation sont employés pour l'avitaillement des aéronefs à voilure tournante à partir de capacité de transport (réservoirs souples à terre ou embarqués ou réservoirs de convoyage, éventuellement véhicule citerne...) et de stockage (fûts, réservoirs souples...) pour la réalisation de FARP¹ de type 1 à 3 et pour le defuelling de capacités fixes ou mobiles comme groupe de pompage et de filtration ou comme groupe de filtration lorsque le pompage est assuré par d'autres moyens.

Le futur groupe motopompe service aviation répond au besoin de réaliser un complément de parc et aura vocation à terme à remplacer le parc actuel de groupe motopompe service aviation 12 m³/h actuellement détenu au SEO.

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de passation

Le présent projet entre dans le champ défini à l'article L.1113-1-3° du code de la commande publique (CCP), à savoir des fournitures directement liées à des équipements destinés à être utilisés comme matériels de guerre dans le cadre de missions de soutien sur le territoire national ainsi que sur les théâtres extérieurs.

Aussi, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est tenu de recourir à un marché passé selon les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité (MDS).

Considérant que le montant estimé du projet est supérieur aux seuils de procédures formalisées applicables aux marchés de fournitures courantes et service, il est fondé que la procédure mise en œuvre soit l'appel d'offres restreint (AOR).

¹ FARP : *Forward Arming and Refuelling Point*

L'AOR est la procédure par laquelle le RPA, en tant qu'acheteur, choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, **sans négociation**, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats, conformément aux dispositions des articles L.2324-2 et R.2324-2, R.2361-2 à 5, R2361-7 du Code de la commande publique.

La procédure comporte une phase candidature suivie d'une phase offre :

- phase candidature : lors de cette phase, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités. À l'issue de la réception des éléments des candidats et de leur analyse, seuls les candidats répondant conditions de participation indiquées dans le présent document seront autorisés à poursuivre la procédure ;
- phase offre : le pouvoir adjudicateur transmettra aux seuls candidats retenus une lettre de consultation. Les documents de la phase offre seront alors accessibles à ces seuls candidats retenus. Leurs offres reçues seront étudiées et analysées et leur classement permettra de définir les titulaires de ce marché.

4.2. Déclaration sans suite

Conformément aux dispositions de l'article R.2385-1 du CCP, la procédure peut potentiellement être déclarée sans suite, à tout moment. Si tel venait à être le cas, les candidats en seraient immédiatement informés et leur seraient communiquées les raisons. Cette décision pourrait être contestée dans les conditions de l'article 10 du présent règlement de la consultation.

4.3. Mise en concurrence infructueuse

En l'absence constatée de candidatures déposées dans les délais prescrits ou jugées irrecevables, le RPA se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables selon les dispositions prévues à l'article R.2322-2 du CCP.

4.4. Allotissement

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et l'opération financièrement plus coûteuse.

4.5. Forme et étendue du marché

Le présent marché est un accord-cadre « composite » à bons de commande, mono-attributaire en application de l'article L.2320-1.3° et des articles R.2362-2 à R.2362-6 du code de la commande publique.

Il comprend deux phases :

- la phase 1 qui correspond à **un marché ordinaire pour l'acquisition d'un GMP tête de série (TDS)** et de ses éléments de soutien ;
- la phase 2 qui correspond à **un accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition de GMP de série et d'éléments de soutien avec un engagement minimal de commande de 425 GMP de série sur la durée du marché :**

Au titre des éléments de soutien, le GMP sera fourni à minima avec :

- une documentation technique utilisateur ;
- des lots d'articles de maintenance ;
- des lots d'outillage spécifique (si nécessaire) ;
- des formations de niveau expérimentateurs et utilisateurs ;
- des lots d'exploitations GMP SA
- des lots de compatibilité.

4.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

4.8. Durée du marché

La phase 1 prend effet à la date de notification du marché et court jusqu'à l'admission du GMP tête de série et des éléments de soutien. La qualification du GMP tête de série devra intervenir dans un délai maximal de 12 mois.

La phase 2 débute le lendemain de la date de notification du procès-verbal de qualification du GMP TDS pour une période de 12 mois, renouvelable tacitement cinq fois, par période de 12 mois.

La durée maximale du marché est de 84 mois reconductions comprises.

4.9. Délais d'exécution

Les délais d'exécution du GMP tête de série, des GMP de série acquis par bon de commande seront fixés dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement transmise aux uniques candidats retenus en phase offre.

4.10. Montant de l'accord-cadre

Le montant de l'accord-cadre, reconductions comprises, est estimé à 6 025 000€ HT.

Il correspond à l'acquisition de 426 GMP et des éléments de soutien au profit du SEO.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 18 000 000€ HT afin de permettre aux clients du SEO de commander en cours de marché.

4.11. Lieu de livraison

Centre de Soutien Logistique du Service de l'énergie opérationnelle (CSLSEO)

138 avenue Albert Gravé – 77 130 Varennes sur Seine.

4.12. Clause d'insertion sociale

En application des dispositions des articles L.2312-1, renvoyant aux articles L.2112-2 et L.2112-3 issus du code de la commande publique, le présent marché comporte une clause sociale visant à lutter contre le chômage et à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'insertion.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser cette action d'insertion selon les modalités décrites dans le CCAP qui sera fourni aux candidats retenus lors de la phase offre. Cette démarche d'insertion est exigée. Les informations seront précisées au stade de l'offre.

Cette clause est applicable pour la totalité du marché.

Un volume minimum d'heures d'insertion sociale par GMP de série, à réaliser au titre du marché, sera défini en phase offres.

Il est mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, il est possible de contacter le facilitateur pour s'informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion :

Mme Gwenaëlle INVERNIZZI

Maison de l'Emploi du Grand Nancy

88 Avenue du XXème Corps

BP 90657 - 54063 NANCY CEDEX

Standard : 03 83 22 24 00 - ginvernizzi@mde-nancy.org

4.13. Considérations environnementales

Le présent marché ne comprend pas de considérations environnementales excédant les dispositions de la réglementation en vigueur.

4.14. Traitement de données à caractère personnel

En application de [l'article 13 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD²), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Le sujet sera détaillé au sein du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché, élément constitutif du dossier de consultation entreprises (DCE) remis en phase offre.

5. INFORMATION DES CANDIDATS

5.1. Contenu des documents de la présente consultation en phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises-Phase candidature est constitué des éléments suivants :

1	Avis d'appel public à concurrence
2	Règlement de la consultation – phase candidature
3	Formulaire DC 1
4	Formulaire DC 2
5	Accord de confidentialité

5.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation de la phase candidature sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

La référence du DCE sur la PLACE est : **DAF_2025_001235**.

Lors du retrait, les opérateurs économiques veilleront à s'identifier nommément et à renseigner une adresse de messagerie électronique active et relevée afin d'être tenus informés en temps réel des mises à jour introduites en cours de vie du dossier de consultation.

Les messages électroniques générés par le portail Internet émetteur ont principalement pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr ou nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, aussi, le destinataire doit impérativement veiller à référencer ces adresses en « liste blanche » des serveurs proxy utilisés afin d'éviter que les courriels reçus ne soient traités comme relevant de communication électronique non sollicitée et classés dans la catégorie « Courrier indésirable » ou « SPAM » par son interface de messagerie.

² Règlement général sur la protection des données

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse du profil acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.3. Délai de réception des candidatures

Date et heure limite de réception : 17 février 2026 à 16h00.

Le délai de réception des candidatures (DRC) tel que fixé au titre de la présente procédure excède les dispositions minimales prévues par les articles R.2343-1 et R.2361-2 du CCP.

5.4. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation de la phase candidature, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE.

Conformément à l'article R.2332-4 du code de la commande publique, pour autant que les opérateurs économiques les aient demandés en temps utile, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés au plus tard, quatre jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au pouvoir adjudicateur, au moins six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures. Passé ce délai, la date limite de réception des candidatures pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

5.5. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est prolongé dans les conditions fixées par l'article R.2351-4 du Code de la commande publique. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

6. CANDIDATURE

6.1. Présentation de la candidature

6.1.1. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article L.2342-1 du Code de la commande publique, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des prestations à réaliser.

Appréciation des capacités économique et financière :	Les capacités économique et financière sont appréciées au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices. L'acheteur impose aux candidats un niveau minimum de capacité financière. Le chiffre d'affaires annuel minimal exigé ³ est de : 1 500 000 € HT
Appréciation des garanties professionnelles :	Les garanties professionnelles sont appréciées au vu des références pour des prestations similaires dans le domaine d'application du présent marché, réalisées au cours des cinq dernières années.

³ En cas de groupement, ce montant minimal doit correspondre à la somme des chiffres d'affaires des différentes entités qui constituent le groupement, dans le domaine considéré.

Appréciation des garanties techniques :	Les garanties techniques seront appréciées au vu de l'expérience, des compétences (qualifications) et des moyens du candidat.
---	---

NOTA : les entreprises nouvelles fourniront tous les éléments permettant de justifier de leur capacité à réaliser ces prestations. Les entreprises nouvelles qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des cinq dernières années fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création.

6.1.2. Forme de la candidature

6.1.2.1. Formulaires DC1 et DC2

Les candidats renseignent et transmettent les documents suivants (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) :

- une lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli, et daté ;
- une déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli et daté pour l'ensemble des lots soumissionnés ;

Les candidats renseignent les parties suivantes du DC2 :

E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat ;

F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement ;

G- Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement.

6.1.2.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme :

- du groupement SOLIDAIRE (chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre) ;
- ou conjoint avec MANDATAIRE SOLIDAIRE (chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par l'accord-cadre).

6.1.2.3. Précisions concernant la sous-traitance*

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

* Pour les marchés de Défense et sécurité, la sous-traitance devient la sous-contractance et les sous-traitants sont appelés des sous-contractants.

6.2. Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Seuls les candidats sélectionnés par l'acheteur sont autorisés à poursuivre la procédure et recevront une lettre de consultation afin de présenter une offre.

6.2.1. Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultations pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents à transmettre à l'appui de la candidature et permettant l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières sont les suivants :

1	Une lettre de candidature ou formulaire DC1	Obligatoire
2	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé par le candidat au cours des trois (3) derniers exercices (formulaire DC2)	Obligatoire
3	<u>En cas de sous-traitance</u> , la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ; et si elle ne figure pas au sein du DC4, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se	Uniquement si sous-traitance

	trouve pas dans une situation l'interdisant de soumissionner	
4	La présentation d'une liste de prestations similaires exécutées dans le domaine du présent marché au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le client public ou privé	Obligatoire
5	La description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Obligatoire

6.2.2. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2344-2 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner (qui marque le début de la phase offre).

6.2.2.1. Candidat établi ou domicilié en France

Les documents suivants sont requis :

6	<u>Si l'opérateur économique est en redressement judiciaire</u> , la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet.	Uniquement si l'opérateur économique est concerné
7	Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de six (6) mois ⁴	Obligatoire sauf cas de figure énoncés au 6.2.1
8	Une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production ⁵	Obligatoire sauf cas de figure énoncés au 6.2.1
9	Le numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R2143-9 du code de la commande publique	obligatoire
10	Les documents relatifs au pouvoir de la ou des personnes habilitée(s) à engager la personnel morale et le cas échéant la délégation de pouvoir. Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé manuscritement ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir) préalablement à la signature du marché	Obligatoire

⁴ l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

⁵ l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

11	Si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).	Uniquement si l'opérateur économique est concerné
----	--	---

6.2.2.2. *Le candidat est établi ou domicilié à l'étranger*

Les documents suivants sont requis :

12	Le cas échéant, le candidat établi ou domicilié à l'étranger produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.2.2.1 du présent document.	Obligatoire
13	Si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le candidat transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article R.2343-10 du Code de la commande publique.	Uniquement si l'opérateur économique est concerné

7. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1. Date et heure de réception des candidatures

Les candidatures devront être transmises au plus tard le 17/02/2026 à 16h00, heure de Paris.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. De même, les échantillons reçus après ce délai ne seront pas analysés.

7.2. Conditions de transmission des lettres

7.2.1. Dépôt électronique

Pour les documents de la candidature, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

En cas d'allotissement, chaque lot doit prioritairement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

7.2.2. Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE

7.2.2.1. Guide utilisateur

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE.

7.2.2.2. Accusé de réception

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

7.2.2.3. Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Nommage des fichiers : Le nom de chaque document transmis par voie électronique est nommé de la façon suivante :

2026_GMP Service aviation_Nom du candidat_nom du document.

Exemple : 2026_GMP service aviation_société X_DC 1.

Afin de faciliter le téléchargement sur PLACE, la taille de chaque fichier déposé est limitée à 500 Mo.

L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur « Accueil /aide/Outils informatiques ».

7.2.2.4. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

7.2.2.5. Copie de sauvegarde

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article R.2384-5 du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Bureau Achats / Section Matériels

47, rue Sainte Catherine - CS n°60016 - 54035 Nancy Cedex

7.2.2.6. Antivirus

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

7.3. Mode secours de transmission des plis

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :
csta-ba-mat.contact.fct@intradef.gouv.fr en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE ;

- lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la date limite de remise des candidatures, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des candidatures (DLRC) sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La durée de prolongation de la DLRC ne pourra excéder 24h, à compter de l'heure de rétablissement de la plate-forme électronique du pouvoir adjudicateur.

8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

8.1. Exclusion de la procédure

Le RPA peut légitimement, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RPA de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

8.2. Dispositif e-attestations

Le RPA est doté d'accès au portail internet Aprovall (ex-e-Attestations) afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pendant la durée de vie du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement incrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNE⁶, les URSSAF et la DGFiP⁷.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte puis, compléter les informations et documents manquants.

8.3. Éléments additionnels, de contexte, relevant de la phase de remise des offres

Les éléments subsidiaires, jugés utiles à la réflexion des opérateurs économiques dans leur démarche de candidature, sont présentés au titre de cette sous-section en ayant pour seul objectif de dévoiler les points saillants attachés à la phase de remise des offres ainsi qu'aux conditions d'exécution du futur support contractuel, tel que cela est envisagé au stade actuel de la réflexion.

Ces données restent indicatives et ne constituent pas un engagement formel sur la définition future des phases précitées.

8.3.1. Condition de prix et TVA

A titre indicatif, les prix attendus au stade de la remise des offres (prix initiaux) seront révisables au cours du marché, avant chaque acompte, chaque paiement partiel définitif (admission du matériel ou de la prestation) et avant le solde de la phase ou du bon de commande.

Les révisions de prix seront faites par application des formules suivantes dans lesquelles :

- P_r = prix révisé à la date d'admission du matériel ou des prestations ;
- P_0 = prix initial du titulaire fixé dans son offre, établi aux conditions économiques du mois de remise des offres.

⁶ Registre nationale des entreprises.

⁷ Direction générale des Finances publiques.

8.3.1.1. Révision de prix applicable au dossier de définition et à la documentation technique

$$Pr = P0 \left[0,15 + 0,85 \left(\frac{ING1}{ING0} \right) \right]$$

dans laquelle :

- ING_1 = valeur de l'indice correspondant au mois de l'admission du matériel ou de la prestation ou dernière valeur définitive connue ;
- ING_0 = valeur de l'indice correspondant au mois de remise des offres ou dernière valeur définitive connue.

ING correspond à l'indice trimestriel des prix de production des services français aux entreprises françaises - Prix de marché – CPF 71.12 – Services d'ingénierie, et services de conseil technique connexes et géomètres », lu sur le site Internet www.insee.fr - identifiant 010766586.

8.3.1.2. Révision de prix applicable au GMP TDS et GMP de série, aux accessoires et à l'outillage

$$P1 = P0 \left[0,15 + 0,85 \left(\left(0,30 \frac{ICT1}{ICT0} \right) + \left(0,20 \frac{Alu1}{Alu0} \right) + \left(0,50 \frac{APC1}{APC0} \right) \right) \right]$$

dans laquelle :

- ICT_1 = valeur de l'indice correspondant au mois de l'admission du matériel ou dernière valeur définitive connue ;
- ICT_0 = valeur de l'indice correspondant au mois de remise des offres ou dernière valeur définitive connue.

ICT correspond à l'indice du coût du travail – salaires et charges – industrie manufacturière (NAF rév.2 section C) lu sur le site Internet www.insee.fr identifiant 010762004 ;

- Alu_1 = valeur de l'indice correspondant au mois de l'admission du matériel ou de la prestation ;
- Alu_0 = valeur de l'indice correspond au mois de remise des offres ;

Alu correspond à l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.42 - Aluminium, lu sur le site Internet de l'INSEE www.insee.fr - Identifiant 010764190 ;

- APC_1 = valeur de l'indice correspondant au mois de l'admission du matériel ou dernière valeur définitive connue ;
- APC_0 = valeur de l'indice correspondant au mois de remise des offres ou dernière valeur définitive connue.

APC correspond à l'indice de prix de production de l'industrie française – CPF 28.13 – Autres pompes et compresseurs , lu sur le site internet www.insee.fr, identifiant 010764236.

8.3.1.3. Prix des formations

Le prix des formations est ferme pendant toute la durée du marché.

8.3.1.4. Taux de TVA

Le taux de TVA en vigueur au lancement de la présente procédure est de 20%.

8.3.2. Avance

Le versement d'une avance à destination du titulaire sera prévu par les pièces du marché.

Conformément à l'article R.2391-6 du CCP, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance initialement définis ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement court à compter de la date de notification du marché pour la phase 1 ou du bon de commande (ouvrant droit au versement d'une avance) pour la phase 2.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-contractants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R.2393-36, R.2393-37 et R.2393-38 du CCP ; à cette fin, le titulaire transmettra sans délai aux services administratifs du RPA la demande de versement émise par son sous-contractant.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2391-7 du CCP ; il s'impute sur les sommes dues au sous-contractant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire, conformément à l'article R.2393-39 du CCP.

8.3.2.1. Taux de l'avance

En application de l'article R.2391-4 du CCP et selon l'option A de l'article 12.1 du CCAG de référence, le taux de l'avance est de **30%**, sans distinction de catégorie d'entreprise telle que prévu par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Ce taux s'applique au montant initial du marché (phase 1) toutes taxes comprises, de chaque bon de commande (ouvrant droit au versement d'une avance).

8.3.3. Critère d'attribution des offres

Critère d'attribution	Coefficient
Valeur technique : <ul style="list-style-type: none">– Performances du matériel (70%) ;– Ergonomie et soutien (20%) ;– Management et organisation (10%)	60 % de la note finale
Montant des 426 GMP, des éléments de soutien et des prestations associées, des phases 1 et 2	40 % de la note finale

9. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

10. CONTENTIEUX

10.1. Voies et délais de recours :

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

2) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

3) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous

réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

10.2. Tribunal administratif compétent

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière

Case officielle n° 20038-F

54035 Nancy Cedex

10.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

47 rue Sainte Catherine, CS 60016 - 54035 Nancy Cedex.

Téléphone : +33.3.83.19.35.61

Courriel : csta-ba-mat.contact.fct@intradef.gouv.fr.

11. ANNEXES

Annexe 1 au RC	DC 1
Annexe 2 au RC	DC 2
Annexe 3 au RC	DC 4
Annexe 4 au RC	Accord de confidentialité